

Loi électorale et événements des 19, 20 et 21 janvier 2015 à Kinshasa

Quelles leçons en tirer ?

Ghislain
TSHIKENDWA
Matadi, S.J.
Docteur en
sociologie. Chef du
secteur Recherches
et animation
sociopolitique du
CEPAS.
tshikendwa@jesuits.
net

L'adoption de la Loi électorale par l'Assemblée nationale, le samedi 17 janvier 2015, jour anniversaire de la mort de Patrice Emery Lumumba, Héros national, a donné lieu à des manifestations violentes et meurtrières à Kinshasa et dans certaines autres villes de la RD Congo. La population exprimait ainsi sa ferme désapprobation contre l'adoption de cette loi dont l'article 8, al. 3, conditionnait, de l'avis des observateurs avertis, la tenue des élections de 2016 à l'organisation préalable du recensement général de la population. Nombre d'observateurs y ont en effet décelé un piège visant à renvoyer, très subtilement, la tenue de l'élection présidentielle au-delà de 2016, année marquant la fin du mandat de l'actuel président de la République ⁽¹⁾.

(1) Dans son Point de presse du jeudi 05 février 2015, Monsieur Lambert Mende, Ministre de la communication et des médias, porte-parole du gouvernement, faisait observer, tout en déplorant et en condamnant tous les actes criminels commis sous le couvert des manifestations des 19 et 20 janvier, que le projet de modification de la loi électorale présenté par le gouvernement « a fait l'objet d'une manipulation politicienne délibérée qui a débouché sur les événements malheureux ayant entraîné morts d'hommes, pillages et destructions de biens publics et privés ».

Le résultat immédiat de la colère populaire a été le retrait, sous la contrainte, de l'article litigieux, le dimanche 25 janvier. Sans doute l'annonce, par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), du calendrier électoral global le jeudi 12 février, est-elle la conséquence de ce que le quotidien *Le Potentiel* a qualifié de *Trois Journées folles*. Pour une fois, la voix de la population, à la fois ferme et audible, semble avoir été entendue. Cela augure, me semble-t-il, des perspectives nouvelles dans la gestion de la chose publique! Pour une fois, en tout cas, les actes des représentants du peuple congolais ont été publiquement et de manière brutale désapprouvés par ceux-là mêmes de qui ils détiennent la légitimité. C'est donc une grande première. Voilà pourquoi il convient d'en comprendre les vrais enjeux.

Je suis pourtant peu porté à croire que Majorité et Opposition ont écouté, comme ils l'ont parfois prétendu, le vrai sens du message de la colère populaire. Je doute que nos Honorables Députés et Sénateurs – Majorité et Opposition confondues – aient perçu qu'en descendant

dans la rue, la population a ainsi présagé l'ère où tout acte politique bafouant la dignité humaine sera désapprouvé vigoureusement et sans équivoque.

En attendant de mener très prochainement une enquête en bonne et due forme sur les désormais événements des 19, 20 et 21 janvier dernier, je me permets d'avancer une hypothèse : ces événements redonnent à l'aspect social et humain toute sa vigueur et sa pertinence dans la gestion de la chose publique. Ils forcent le politique à placer le respect de la dignité de la personne humaine au centre de ses actions. Dans un pays où tout semble être très facilement réduit au jeu politique et aux intérêts égoïstes de ceux qui le mènent, le message délivré par la population mérite toute l'attention.

Je pense que les événements que le pays vient de connaître sont éminemment sociaux et humains avant d'être politiques. Ils concernent l'homme et le respect de sa dignité ; ils touchent à l'homme, à son être et à sa réalisation comme personne, image de Dieu. Vouloir les réduire au politique comme on a tendance à le faire me paraît simpliste et partant dangereux. Essayons de les comprendre par rapport aux autres événements du même genre qui ont émaillé l'histoire récente de la RD Congo.

Un regard rétrospectif...

Du 20 au 22 août 2006, le centre-ville kinois fut en ébullition. J'avais, à l'époque, tenté de relayer la désillusion de beaucoup en ces termes : *“plusieurs compatriotes continuent de s'interroger : Comment expliquer le déclenchement des affrontements inutiles entre deux citoyens congolais appelés, pourtant, à se présenter, le 29 octobre 2006, au deuxième tour de l'élection présidentielle ? Qu'est-ce qui peut, raisonnablement, expliquer cette escalade de violence ? Questions difficiles, mais aussi vitales, et dont les réponses peuvent demain nous éviter le pire”* ⁽²⁾.

Les pertes en vies humaines et les dégâts matériels n'empêchèrent pourtant pas le déclenchement d'autres affrontements du même genre dans la capitale. Ce fut les 22 et 23 mars 2007. J'avais, à cette autre occasion également, exprimé ma révolte en ces termes : « *Non ! Nous*

⁽²⁾ Ghislain Tshikendwa Matadi, « La crise du 20 au 22 août 2006 : Aborder enfin les vraies questions... », *Congo-Afrique* (Septembre 2006) 407, p. 262.

(³) Ghislain Tshikendwa Matadi, « Pourquoi ce recours si facile à la violence ? Réflexions à partir des affrontements des 22 et 23 mars 2007 », *Congo-Afrique* (Avril 2007) 414, p. 227.

(⁴) J. KENNETH GALBRAITH, *L'art d'ignorer les pauvres*, Paris, Editions les liens qui libèrent/Le Monde diplomatique, 2011.

n'avons pas pu éviter le pire. Nous n'avons pas fourni des efforts pour l'éviter parce que nous n'avons pas cherché à apprendre des crises précédentes et de notre histoire. Et il n'est pas évident de dire, vue la manière dont nous sommes arrivés à banaliser la vie humaine, que demain sera différent, c'est-à-dire un espace où toute mort humaine provoquée par la force brutale suscitera indignation et colère et sera unanimement condamnée » (³).

Si en 2006 et 2007, les armes légères et lourdes ont crépité, cette fois-ci, rien de tel. Si en 2006 et 2007, les affrontements ont opposé deux personnalités politiques en plein centre-ville, cette fois-ci, c'est la colère du peuple qui semble s'être exprimée contre une mauvaise manière de traiter l'homme et contre *L'art d'ignorer les pauvres* (⁴). Le champ de bataille, appelons-le ainsi faute de mieux, s'est déplacé. On aura donc noté que les derniers événements se sont déroulés en dehors du centre-ville. Ils ont eu lieu au cœur de la cité, là où vit la grande majorité de la population contrainte à la débrouille, au chômage, aux difficultés de logement, bref à la précarité sociale. Ce qui vient donc de se passer s'est déroulé dans la ville profonde, celle qui se construit et se développe en dehors de toute norme établie, ville nourrie et soutenue par des activités souterraines, fruit de la créativité de ses habitants confrontés à la précarité.

Les acteurs de ces manifestations se sont majoritairement comptés parmi les jeunes pour qui aucune perspective d'avenir n'est clairement définie : étudiants et chômeurs, une génération sacrifiée.

Je me permets d'évoquer un autre souvenir : la marche des chrétiens du 16 février 1992. Une décision politique mal négociée alors – la fermeture de la conférence nationale souveraine (CNS) – déclencha la colère de la population et déboucha sur l'organisation de la marche dite des chrétiens. On y déplora des pertes en vies humaines. Le pouvoir de Mobutu fit semblant d'écouter la voix du peuple, alors exacerbée par les dures années de la dictature et de la misère. La CNS rouvrit ses travaux. Les tenants du pouvoir continuèrent cependant à en torpiller le déroulement. Le résultat, on le connaît. Les grands acteurs de ces manœuvres politiques ont disparu et n'ont laissé qu'un souvenir amer.

Les événements des 19, 20 et 21 : quelques leçons à tirer...

Un peuple humilié, réduit à la mendicité et à la débrouille, appauvri et amoindri, est une arme redoutable qu'il n'est pas sage de minimiser. Ce que le peuple semble avoir clairement dit, c'est qu'il ne supportera plus qu'on se serve de lui pour des intérêts d'une minorité de plus en plus riche et arrogante. Le jeu politique sera désormais celui qui se construit autour d'un projet de société où la vie humaine, digne et pleine, est au centre. Il ne s'agit pas de la vie de quelques privilégiés. Il s'agit de tout homme et de tout l'homme. Un tel projet, on ne le construit que très rarement par l'ostentatoire. On le construit dans la simplicité et l'efficacité, en y associant prioritairement ceux et celles pour qui on devient leader. Si, comme on a tenté de le faire, le discours politique est bâti sur le mensonge et les calculs politiques, la colère du peuple, elle aussi, s'exprimera et personne ne saura, présentement, en mesurer les conséquences.

Pour construire un projet de société centré sur l'homme, ce n'est pas à la casse que les uns et les autres sont encouragés. C'est plutôt au respect de la dignité humaine, à la culture de la retenue et de la non-violence. C'est une telle attitude qui conduira à l'identification rigoureuse des besoins fondamentaux de l'homme et à l'effort intelligent et sans relâche pour les satisfaire. Nous éviterons ainsi de revivre les événements qui risquent d'éloigner la paix et de freiner notre progrès social. ■